

Bordeaux : "les retards de la ligne D du tram liés à la campagne pour les municipales"

Le vice-président de la CUB accuse Alain Juppé d'être responsable, pour des raisons politiques, du report à avril 2014 du démarrage des travaux rue Fondaudège.



2 sur 2

Le chantier du futur tramway D, qui doit relier les Quinconces à Eysines via la barrière du Médoc, a été plusieurs fois reporté depuis 2011. L'aménagement de cette ligne, dont le tracé est contesté par les commerçants de la rue Fondaudège et par certains élus comme Michèle Delaunay, devait finalement débuter cette année. Mais il a de nouveau été différé et le voilà fixé, « après plusieurs échanges entre les communes et la CUB », à avril 2014.

Alors que les riverains expriment leur impatience (notre édition de jeudi), Gérard Chausset, vice-président de la CUB en charge des transports de demain, s'est livré hier à une mise au point qui est aussi une mise en cause directe du maire de Bordeaux. « Je trouve injuste que les services de la CUB soient critiqués pour ce retard alors qu'il est de la responsabilité d'Alain Juppé. Il ne voulait pas de travaux avant les élections municipales, il nous l'a dit. » Sous entendu : Alain Juppé ne souhaitait pas, pendant sa campagne, d'un chantier dont les désagréments pourraient démobiliser ses électeurs, nombreux dans ce quartier. Gérard Chausset poursuit : « Nous étions en

mesure de démarrer cet été... Ce report est un report politique, que nous subissons. Nous sommes coincés car c'est le maire qui délivre les autorisations de travaux dans sa commune ! »

« Surcoût de deux millions »

Gérard Chausset dit s'exprimer « au nom de la CUB », dont Alain Juppé est le premier vice-président, et précise avoir informé Vincent Feltesse, candidat aux municipales, de cette sortie médiatique. D'ailleurs, dans un courrier datant de l'automne dernier, le président de la communauté urbaine alertait le maire de Bordeaux sur deux conséquences de ce report. D'une part, « un retard pour un transport dont la fréquentation attendue est estimée à 60 000 voyages par jour ». D'autre part, « un surcoût dû à la réactualisation des travaux ». Surcoût « estimé à 250 000 euros par mois, soit 2 750 000 euros pour un report de onze mois ». De quelles dépenses s'agit-il ? « Des indemnités dues au maître d'œuvre pour ces aléas », indique Gérard Chausset.

Hier soir, Michel Duchène, adjoint d'Alain Juppé et vice président de la CUB, a riposté au nom de la mairie. Sa contre-attaque est si placide qu'elle paraît calibrée sur le mode : n'entrons pas dans la polémique. « Cette ligne est un projet d'aménagement urbain, il n'est pas bon de faire de la politique politicienne sur ces sujets importants. Ce calendrier est le fruit d'un accord du bureau de la CUB, validé par Vincent Feltesse, Gérard Chausset, Christine Bost, Ludovic Freygefond. Nous sommes dans la droite ligne de cet accord. »

La cogestion en perte

Selon Michel Duchène, « ce report n'est pas lié aux élections, mais à la concertation nécessaire sur la déviation des nombreux bus qui passent par la rue Fondaudège. La première réunion publique n'a eu lieu que mercredi soir... C'est dommage d'enflammer les esprits alors que ça se passe bien pour l'instant sur le terrain. »

Quant à l'ardoise liée à ce retard, le bras droit d'Alain Juppé conteste les estimations de la CUB : « Commencer en avril au lieu de cet hiver, cela ferait trois mois et non onze mois de report. Et il faut mettre en balance ce surcoût avec les économies réalisées grâce aux nouveaux financements que ce report permet de mobiliser ».

Pour l'instant, le ton reste modéré. Pas sûr qu'il le demeure entre Alain Juppé et Vincent Feltesse après cette offensive qui éloigne, un peu plus encore, la CUB des paisibles rivages de la cogestion.